

MOSCOU : 30 ANS APRES - PROCÈS DANIEL ET SINIAVSKI (Lire page 4 et 5)

MARS 1966 • N° 5

1 Fr. • Afrique du Nord : 0,50

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS UNISSEZ-VOUS



LA QUATRIÈME

internationale

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE • SECTION FRANÇAISE DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE

CHANTIERS NAVALS EN LUTTE

DEPUIS le mois de janvier, nous suivions avec attention les événements qui se déroulaient à Port-de-Bouc. Le manque de place nous avait empêché de signaler un geste important de solidarité ouvrière dont, pratiquement, seule la presse patronale avait rendu compte : le car-ferry « Provence », en construction à Port-de-Bouc, devait être emmené, dès son lancement, à La Ciotat pour y être terminé. Le fait que ce bateau serait fini ailleurs qu'à Port-de-Bouc entraînait quelque 250 licenciements et 150 mutations. Meeting de protestation à Port-de-Bouc ; meeting de solidarité à La Ciotat au cours duquel les ouvriers décident qu'ils ne travailleront pas sur le « Provence ».

Une belle mise en scène

Mais cet incident ne constituait que l'introduction à un mois de luttes ouvrières dans la construction navale et à l'apparition d'une crise particulièrement aiguë dont le développement mérite quelques mots.

Sans remettre en cause l'analyse de la situation dans la construction navale faite par ailleurs, dans ce journal, nous devons mettre le mot « crise » entre guillemets lorsqu'il s'agit des Forges et Chantiers de la Méditerranée (F.C.M.). Nous ne voulons pas dire que les F.C.M. seraient en marge de la crise générale de la construction navale ; simplement, nous constatons que la presse patronale et la grande

presse ont beaucoup insisté : 1) sur le déficit des F.C.M. qui se monte à 4,5 milliards d'anciens francs ; 2) sur les diverses dettes des F.C.M. qui s'élèveraient à quelque 11 milliards d'anciens francs ; 3) sur le dépôt du bilan des F.C.M. auquel les salariés auraient contraint la direction de ces chantiers par leurs grèves incessantes dans une période difficile. Encore un peu et les travailleurs du Havre, de La Seyne et de Port-de-Bouc devenaient les responsables d'une situation que l'incurie capitaliste a créée. Crise ? Oui, mais notons que l'Etat fort, gaulliste et « social » s'est montré très faible dans cette affaire, en faisant dire à ses représentants, ministres, préfets etc., qu'il n'y avait pas de possibilité de redressement de la situation ; en faisant dire aussi qu'il ne pouvait pas connaître d'une manière précise l'état des comptes des F.C.M. ; en expliquant qu'il avait été incapable de faire aboutir des discussions dont le but était de renflouer les F.C.M. par un apport du Trésor (l'argent des contribuables) des banques intéressées dans la construction navale (lesquelles banques sont aujourd'hui désintéressées comme elles l'ont rarement été) et de l'actionnaire principal (40 % des actions), un certain Onassis.

Plus discrets que le mot *crise*, les mots *regroupement* et *concentration* furent employés. C'est qu'en réalité on ne pouvait pas dire ouvertement aux ouvriers « notre intérêt, à nous

capitalistes, est de regrouper nos moyens de production » sans leur faire comprendre du même coup que les licenciements et le chômage qu'ils entraînent était le résultat d'une recherche du profit maximum. Par contre, l'affaire était plus digeste si l'on disait comme ce fut le cas, « les caisses sont vides ». Et pour que la mise en scène soit parfaite, ce ne sont ni Onassis ni les banques qui, pour l'instant, paient les ouvriers de la La Seyne, mais le Trésor.

Un film déjà vu

Les salariés ont réagi vigoureusement contre la fermeture des chantiers, contre les licenciements, en un mot contre le chômage. Mais le déroulement des luttes depuis plus d'un mois ressemble fort aux dernières grèves dans le secteur automobile. Il y a eu une mobilisation des masses très importante dans les villes intéressées par la crise des F.C.M. Le 3 février, les métallurgistes du Havre tenaient un meeting de solidarité, pour la défense de l'emploi aux F.C.M. Le 4 février, c'est une manifestation de 6.000 personnes qui a eu lieu à La Seyne. Le 8, 10.000 manifestants se réunissent encore à La Seyne et entreprennent une marche sur Toulon : ils sont 30.000 à l'arrivée. A Port-de-Bouc et au Havre également des marches sont organisées. Le 9 février, 10.000 métallurgistes du Havre

font une grève de solidarité avec les 1.200 travailleurs des F.C.M. Ces mouvements ne manquent pas d'irriter ces messieurs du patronat qui, le 11 février, procèdent au lock-out des chantiers de Port-de-Bouc où les ouvriers refusent de travailler au lancement du *Provence*. Ce même jour, la C.G.T. propose une action de la construction navale à l'échelle nationale : la date retenue est... le 24 février. Pourquoi a-t-on changé cette date immédiatement après l'avoir proposée ? Eût-il été gênant que les ouvriers se trouvent en grève générale au moment même où les « importantes délégations » de la fonction publique se rendaient au ministère des Finances ? Mystère ! Toujours est-il que le mouvement généralisé à toute la construction navale s'est traduit par 2 heures de grève ou 3 selon les secteurs, le 17 février.

Nous disions que tout cela ressemble à un film déjà vu. Comme dans la grève de chez Peugeot, les ouvriers se sont montrés combattifs. Nous pouvons dire que le mouvement dans les F.C.M. n'est pas encore fini ; que les ouvriers de cette entreprise sont toujours prêts à se battre, que les licenciements et les lock-out ne sont pas faits pour calmer les esprits et qu'existent les conditions d'un élargissement à la métallurgie, dans son ensemble, des combats commencés à La Seyne et au Havre.

(Suite page 8) Antoine VALLON.

SABLE DANS L'ENGRENAGE

L'OPPOSITION AMÉRICAINE A LA GUERRE DU VIETNAM

LA reprise des bombardements sur le Nord Vietnam, et la parade d'Honolulu n'ont pas immédiatement été suivies de la nouvelle extension de la guerre annoncée. Dans quelques secteurs du Vietnam, c'est même le F.N.L. qui reprend l'offensive. Du côté U.S., opérations de « nettoyage » menées sans grand succès, interventions terroristes ; on assiste simplement à la reprise du travail quotidien du boucher.

Du sable dans les engrenages

Sans doute peut-on faire remarquer que le saut qualitatif nouveau que Johnson veut faire effectuer à la guerre nécessite l'arrivée de renforts et de matériel considérables et que, techniquement, une période de préparation est nécessaire avant que les Etats-Unis puissent franchir un nouveau degré de l'escalade.

A l'échelle des plans du Pentagone, ces délais de mise en route sont peu de chose : selon les généraux yankees la guerre du Vietnam durera 5, 10, 20 ans, elle sera une guerre d'usure, elle nécessitera une internationalisation du conflit dans tout le Sud-Est asiatique, et au besoin à la Chine (1). C'est le plan Wheeler dont la mise en pratique commence avec l'envoi de nouvelles troupes et dont le voyage d'Humphrey en Thaïlande prépare une seconde phase. Le

communiqué américano-thaïlandais vient de préciser que les U.S.A. vont renforcer le potentiel militaire de la Thaïlande pour lutter contre l'agression communiste.

Mais si la logique de l'escalade ne fait pas de question pour les généraux du Pentagone, elle en fait de plus en plus pour un nombre croissant de citoyens américains. Et c'est là que surgit la difficulté politique imprévue qui met du sable dans les engrenages de la guerre.

La montée de l'opposition

« La nouvelle (de la reprise des bombardements), écrit l'envoyé du Monde, amenée de longue main par des communiqués sur mesure, a plus déprimé que surpris : le sentiment dominant est qu'on tourne en rond, qu'on s'enfoncé, que tout le monde rabâche, que la reprise de raids n'est elle-même qu'une tragique redite... »

La preuve de la profondeur du malaise que traverse la société américaine, c'est qu'il est répercuté jusqu'au sommet de l'appareil gouvernemental, jusque parmi les politiciens les plus corrompus. Le fait qu'une fraction de sénateurs adopte une position d'hostilité radicale à la guerre ne peut être compris autrement que comme un reflet, bien que déformé, de l'ampleur que prend l'opposition dans tout le pays. Celle-ci s'est

manifestée par le courrier de plus en plus abondant que reçoivent les sénateurs « oppositionnels » : le sénateur Morse a lu devant le « Congressional Record » 450 télégrammes de protestation à la suite du discours de Johnson prononcé le 30 janvier sur la reprise des bombardements.

A la même époque, le sénateur Fullbright recevait mille lettres le félicitant de ses critiques envers la politique gouvernementale au Vietnam. Mike Mansfield, leader démocrate du Sénat, rapporte qu'il reçoit un abondant courrier de tout le pays qui, à plus de cent contre un, s'élève contre l'escalade. Le sénateur Edward Kennedy reçoit chaque jour de 80 à 100 lettres allant dans le même sens.

Cette opposition « officielle » va de pair avec l'accroissement du mouvement radical contre la guerre dont les manifestations s'accroissent à travers le pays. Ainsi, à Berkeley, le 9 février de 4 à 5.000 étudiants ont quitté les cours pour se rendre à une manifestation contre la guerre. Ceci n'était que le point culminant d'une mobilisation permanente organisée par le Vietnam Day Committee. A New York, à Minneapolis, à Cleveland des rassemblements contre la guerre ont eu lieu.

Face à cette montée du mouvement contre la guerre qui s'est considérablement accélérée depuis quelques semaines et qui ne permet plus de parler (Suite page 7) Dick LEMAIRE.